



**PRÉFET
DU TARN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral de mise en demeure – 3 JAN. 2023
en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement,
à l'encontre de LES GRANITS DE SEPT-FAUX, exploitant une carrière de granite
située lieux-dits *Le Lac-Bas, Fontcrabe et l'Oustalet* – 81100 BURLATS

Le préfet du Tarn,

- Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 511-2, L. 514-5 ;
- Vu** le décret du Président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH en qualité de préfet du Tarn ;
- Vu** le décret du Président de la République du 28 mai 2018, portant nomination de Monsieur François PROISY, sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'arrêté ministériel modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 autorisant la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX sise 3 rue de l'Arc boisé – 8100 Castres, à exploiter une carrière de granite lieux-dits *Le Lac-Bas, Fontcrabe et l'Oustalet* de la commune de Burlats – 81100 ;
- Vu** l'article DG 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé, qui dispose :
*« L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan à l'échelle 1/ 1000° ou à une échelle plus grande, sur lequel figurent :
- les limites de la présente autorisation, ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci ;
- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs ;
- les cotes NGF des différents points significatifs ;
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés ;
- la position des ouvrages à préserver » ;*
- Vu** l'article CE 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé, qui dispose :
« L'extraction portera sur une épaisseur maximale de 40 m et une cote minimale en fond d'excavation de 420 m NGF ».
- Vu** l'article CE 8 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé, qui dispose :
« L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage annexé au présent arrêté (annexe 2), le réaménagement étant réalisé de façon coordonnée avec l'extraction ».

- Vu** l'article CE 9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé, qui dispose :
- « Le plan d'exploitation respecte notamment les points suivants :
- l'extraction est réalisée sur deux zones correspondant à 10 tranches d'exploitation :
 - * zone ouest, comprenant 5 tranches d'exploitation progressant d'ouest en est. Pour chacune des phases le sens d'exploitation est sud-nord.
 - * zone est, comprenant les 5 dernières tranches progressant du sud au nord, avec le même sens d'exploitation. ».
- Vu** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur François PROISY sous-préfet de Castres ;
- Vu** l'article L. 171-8-I du code de l'environnement qui dispose :
- « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement ».
- Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en recommandé avec accusé de réception en date du 27 novembre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai susvisé ;

Considérant que l'exploitant n'a pas présenté un plan d'exploitation à jour des travaux d'extraction menés sur la carrière ;

Considérant que la cote atteinte par l'exploitation est en dessous de 420 m NGF ;

Considérant que le phasage mené sur la carrière ne suit pas celui défini dans l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé ;

Considérant qu'il y a lieu conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement de mettre en demeure la SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX de respecter les dispositions des articles DG 7, CE 7, CE 8 et CE 9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX sise 3 rue de l'Arc Boisé – 81100 CASTRES, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article DG 7 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé, dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

Article 2 :

La SARL LES GRANITS DE SEPT-FAUX sise 3 rue de l'Arc Boisé – 81100 Castres, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles CE 7, CE 8 et CE 9 de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 2003 susvisé :

- soit en déposant un dossier de porter à connaissance de modification des conditions d'exploitation demandant notamment l'autorisation d'approfondir l'extraction du granite à une cote inférieure à 420 m NGF ;
- soit en remettant en état la zone exploitée en dessous de 420 m NGF et en poursuivant l'exploitation telle que définie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1^{er} décembre 2003 susvisé ;

dans un délai de **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté de mise en demeure.

Article 3 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu à cet article, l'autorité administrative compétente pourra arrêter, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant, une ou plusieurs des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 4 :

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse soit par courrier, soit par l'application informatique télérecours accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La décision mentionnée au premier alinéa peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Tarn ou hiérarchique auprès du ministre en charge de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^o et 2^o.

Article 5 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Burlats et tenue à la disposition du public.

Article 6 :

Le secrétaire général de la préfecture du Tarn, le sous-préfet de Castres, la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) – inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

Fait à Albi le - **3 JAN. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Castres,



François PROISY